



1958-2008 50 ans de République Française

Communiqué, le 7 avril 2008

Aujourd'hui, 7 avril 2008, on commémore le douloureux 14^{ème} anniversaire du début du génocide des Tutsi au Rwanda qui, du 7 avril au 4 juillet 1994 a fait environ 1 million de victimes. Ce plan machiavélique d'extermination d'individus pour le simple fait d'être « tutsi » (ou pour s'être opposés à cette extermination) a été mis en œuvre grâce au soutien politique, diplomatique, militaire et financier que la France a apporté au régime d'apartheid de Juvénal Habyarimana dans un premier temps, puis aux génocidaires pendant et après le génocide lui-même.

Aujourd'hui très documenté, cet épisode a constitué la pire dérive d'un système de relations que la France entretient depuis les « Indépendances » avec les pays africains : la Françafrique. Le Rwanda a permis de voir jusqu'où était capable d'aller la République française, à savoir se rendre complice d'un génocide, pour défendre ses intérêts politiques ou économiques en Afrique, et ensuite nier toute responsabilité pour défendre l'honneur de son Armée.

Si la plupart des colonies françaises ont accédé à l'Indépendance en 1960, c'est bien dès 1958, en parallèle à l'instauration de la V^{ème} République qui fêtera ses 50 ans cette année, qu'a été mise en place cette Françafrique néocoloniale, qui fait de la V^{ème} République une « République française ».

Après un bref épisode consistant à tenter de mettre en place une Communauté avec les pays africains de l'ancien empire colonial, les indépendances formelles ont en effet été verrouillées par un ensemble d'accords économiques, monétaires, diplomatiques, militaires qui reviennent à établir une domination française de fait. Les hommes politiques africains qui ont eu d'autres ambitions pour leurs pays ont été éliminés par l'assassinat : Sylvanus Olympio en 1963, Thomas Sankara en 1988, ou par des coups d'Etat : Modibo Keita (1968), Amani Diori (1974), etc.

Tous les présidents français ont utilisé la trop fameuse « cellule africaine » de l'Elysée pour manipuler les pouvoirs africains. Lorsque, dans les années 90, des conférences nationales tenteront de réformer des relations opaques et corrompues et d'instaurer des régimes représentatifs, la manipulation des élections assurera la continuité du système. Omar Bongo (Gabon), Paul Biya (Cameroun), le clan Eyadéma (Togo), Lansana Conté (Guinée), Denis Sassou Nguesso (Congo-B.), Idriss Déby (Tchad), restent aujourd'hui en place grâce au soutien de la France. Le système de corruption mis en place est scandaleux. L'affaire Elf en a témoigné, même si les investigations sont restées très partielles, tandis que l'édification par les présidents africains de fortunes pharaoniques (« biens mal acquis ») commence à engendrer enquêtes et plaintes.

Après avoir promis une rupture avec ce système de corruption, le président français Nicolas Sarkozy a donné des gages aux régimes les plus corrompus, avec comme dernier épisode l'éviction de Jean-Marie Bockel de son poste de Secrétaire d'Etat à la Coopération à la demande des principaux prédateurs qui, précisons-le, sont aussi bien des Présidents africains dictateurs que des affairistes français implantés en Afrique.

Afin de dénoncer cette perpétuation du néocolonialisme français en Afrique et de susciter un mouvement de réprobation, **Survie lance aujourd'hui un « Moi(s) contre la Françafrique ».**

Ce « Moi(s) » se déroulera du 7 avril (date du début du génocide au Rwanda en 1994) au 13 mai (le 13 mai 1958 pouvant être considéré comme l'avènement de la V^{ème} République avec le retour au pouvoir du général de Gaulle). Conférences, projections-débats, concerts, manifestations seront organisés un peu partout en France sur les sujets aussi cruciaux que le soutien militaire à Idriss Déby au Tchad, le pillage de l'uranium nigérien par Areva, les biens mal acquis des dictateurs africains en France, etc. (Voir le dossier de presse ci-joint).

En cette année 2008, et à l'occasion du **50^{ème} anniversaire d'une V^{ème} République Française**, il est plus que temps d'opérer une véritable rupture avec la Françafrique et de mettre en œuvre une réforme de la politique de la France vis-à-vis du continent africain par l'arrêt du soutien aux dictatures, la promotion de la démocratie et la défense des droits de l'Homme, la conditionnalisation de l'aide à la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, l'instauration d'un contrôle sur les activités des multinationales françaises en Afrique, la fin de l'ingérence militaire, la fin du domaine réservé de l'Elysée et l'instauration d'un contrôle parlementaire sur la politique extérieure de la France. Un engagement à encourager à tous les niveaux, politiques et citoyens.

Contact presse : Alexandra PHAETON alexandra.phaeton@survie-france.org Tél. : 01 44 61 03 25